

REGLEMENT INTERIEUR

DE L'ASSOCIATION DENOMMEE :

“ OPERATION SAUVONS LA VIE DU MONDE “

(OSV-MONDE)

**Siège social : Gati, P/Zio
BP 180 – Tsévié, Togo
Tel. (00228) 91 50 90 14 / 98 01 87 79 / 98 86 47 28
Email : osvmonde@gmail.com**

PREAMBULE

Le présent Règlement Intérieur a pour objet de compléter et de clarifier les modalités d'application des Statuts de l'Association de développement dénommée : “ **OPERATION SAUVONS LA VIE DU MONDE** ” en abrégé **OSV-MONDE**, conformément à l'article 45 des statuts, pour ce qui concerne :

- ✓ Les attributions et le fonctionnement des organes ;
- ✓ Les ressources humaines ;
- ✓ Les modalités d'adhésion, de cotisations, de l'élection, de la démission, et de vacance de poste ;
- ✓ Les droits, les devoirs, les fautes et les sanctions ;
- ✓ Les dispositions finales.

TITRE I : ATTRIBUTIONS ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES

Article 1^{er} : Quatre (04) organes constituent l'Association de développement, apolitique et à but non lucratif, dénommée : **“ OPERATION SAUVONS LA VIE DU MONDE ”** en abrégé **OSV-MONDE** :

- ✓ L'Assemblée Générale ;
- ✓ Le Conseil d'Administration ;
- ✓ La Direction Exécutive ;
- ✓ Le Commissariat aux Comptes.

Article 2 : L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'Association. Elle se réunit une fois tous les ans en session ordinaire, conformément aux dispositions des Statuts. Elle peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent.

Article 3 : L'Association se réunit ordinairement en Assemblée Générale au cours de la période courant le dernier trimestre de chaque année, entre la deuxième quinzaine du mois d'octobre et la première quinzaine du mois de décembre.

Article 4 : L'Assemblée Générale est compétente pour se prononcer sur tous les problèmes relatifs à la vie de l'Association, sans pour autant empiéter sur les attributions dévolues aux autres organes.

Article 5 : Les documents relatifs à l'ordre du jour devront parvenir aux membres, quinze (15) jours au moins avant la date de la tenue d'une Assemblée Générale en session ordinaire, mais selon la procédure d'urgence pour une session extraordinaire.

Article 6 : Le Conseil d'Administration est l'organe d'administration de l'Association. Il assume la supervision de toutes les activités et le suivi de la politique de développement, des orientations, des directives ainsi que la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée Générale au niveau de la Direction Exécutive.

Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs étendus pour gérer toutes les affaires de l'Association dans l'intervalle de la tenue de deux sessions de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et juridique.

Article 7 : Le Conseil d'Administration est collégialement responsable de la gestion de l'Association devant l'Assemblée Générale.

Toutefois, un jugement différencié peut être prononcé à l'encontre d'un ou des membres du Conseil d'Administration s'il apparaît clairement que

celui-ci ou ceux-ci se sont individuellement ou collectivement obstinés à poser des actes contraires à la bonne marche de la vie de l'Association. S'il advenait qu'aucune solution n'est trouvée au niveau du Conseil d'Administration, l'affaire est transmise à l'Assemblée Générale pour examen et décision définitive.

Article 8 : Le Conseil d'Administration fixe par décision, les frais de missions et de séjour, de déplacements, de restauration, de courses, de représentations, et de tous autres frais à déterminer, liés aux sessions et activités, pour d'une part les membres, et d'autre part le personnel recruté et utilisé par l'Association.

Article 9 : La Présidence est la garante du respect des dispositions des Statuts et du Règlement Intérieur, ainsi que de tous les actes de l'Association. Son titulaire notamment le premier responsable de l'Association jouit du pouvoir discrétionnaire, de supervision, d'orientation, de coordination et de contrôle de toutes les activités. Il est l'ordonnateur principal du budget de l'Association. Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et juridique.

Article 10 : Le Secrétariat Général assure la rédaction des rapports relatifs aux activités du Conseil d'Administration, des actes administratifs, des procès-verbaux et compte- rendus. Son titulaire est le porte- parole du Conseil d'Administration.

Article 11 : La Trésorerie Générale assume :

- ✓ La mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement de l'Association ;
- ✓ La gestion budgétaire de l'Association.

La Trésorerie Générale dispose d'un plafond maximum de fonds de caisse d'un montant de cent mille (100.000) francs CFA, défini par l'Assemblée Générale.

Article 12 : Il est ouvert au nom de l'Association, des comptes en banque. Les opérations de retrait de fonds sur ces comptes sont assurées par trois signataires dûment mandatés par l'Assemblée Générale à savoir, le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier Général. Les signatures des mandatés sont valables deux à deux pour les retraits de fonds.

Il est par ailleurs ouvert au nom de l'Association des sous-comptes mis à la disposition de la Direction Exécutive. Les modalités de fonctionnement des sous-comptes de l'Association gérées par la Direction Exécutive sont définies par décision prises en Conseil d'Administration.

Article 13 : La Direction Exécutive est l'organe de direction chargé de la gestion quotidienne des activités de l'Association. Elle dispose d'un personnel recruté sur instruction du Conseil d'Administration, pour la mise en œuvre des programmes et projets de l'Association.
La Direction Exécutive est dirigée par un Directeur Exécutif.

Article 14 : Le processus de recrutement du personnel de l'Association est assuré et conduit à terme par le Conseil d'Administration qui répond de tous engagements devant l'Assemblée Générale.

La signature des contrats du personnel recruté et utilisé sur les plans administratif, financier et technique, est exécutée par le Président au nom du Conseil d'Administration pour le compte de l'Association.

Tout manquement d'un employé relevant du personnel, non seulement pour inobservation et non-respect des objectifs ainsi que des recommandations et directives de l'Assemblée Générale ou de tout autre organe de l'Association, mais aussi pour faute grave dans l'exercice du travail, expose le contrevenant à des sanctions du Conseil d'Administration. Ces sanctions sont :

1. Avertissement simple ou avertissement sévère avec inscription au dossier ;
2. Mise à pied ;
3. Licenciement pour faute grave.

Article 15 : Le Commissariat aux Comptes est chargé du contrôle inopiné, et de la vérification des opérations financières de l'Association au niveau du Conseil d'Administration, de la Direction Exécutive ainsi que de toutes autres structures de développement initiées par l'Association.

Les comptes-rendus des travaux du Commissariat aux Comptes sont signés et adressés à l'Assemblée Générale pour appréciation.

Article 16 : Les Commissions Spécialisées et les Groupes de Travail, non limitatives, sont créés par décision du Conseil d'Administration, en fonction des questions en rapport avec le but, les objectifs, et orientations de l'Association.

Article 17 : Dirigé par un Président et deux rapporteurs, tous élus en interne, une Commission Spécialisée comme un Groupe de Travail créé, est composé des membres et des volontaires nommés par le Conseil d'Administration.

Article 18 : Une Commission Spécialisée ou un Groupe de Travail a la mission permanente de réfléchir et de définir des solutions ou approches de solutions en réponse aux problèmes, à soumettre au Bureau Exécutif pour orientation des directives à donner ou à prendre dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution des programmes et projets de développement de l'Association.

Les Commissions Spécialisées et les Groupes de Travail, en cas de nécessité, peuvent recourir à des services ou à des compétences des personnes ressources et des spécialistes, pour une meilleure appréhension et une bonne gestion des questions dont ils ont la charge.

Article 19 :

L'Association peut en dehors du territoire national abritant le siège social, disposer d'une représentation partout où besoin se fait sentir, à la tête de laquelle est nommé un représentant-résident par le Conseil d'Administration.

La création, l'organisation, les attributions, et le fonctionnement de la représentation de l'Association, sont fixés par décision du Conseil d'Administration.

TITRE II : LES RESSOURCES HUMAINES

Article 20 : Sont considérées parties intégrantes des ressources humaines de l'Association, les membres et les volontaires, engagés à animer la vie de l'Association ainsi que le personnel recruté et utilisé sur la base d'un contrat écrit et signé en bonne et due forme établi.

Article 21 : Sont membres des personnes physiques et morales de l'Association reconnues comme telles par l'Assemblée Générale, et définies comme en précisent les Statuts.

Article 22 : Sont volontaires des personnes physiques et morales reconnues comme telles par le Conseil d'Administration, qui ont librement donné leurs engagements par écrit, en bonne et due forme signés, et qui sont acceptés par un écrit tenant lieu de reconnaissance en cette qualité, aux fins de servir à temps partiel l'Association sans attendre en retour une rétribution quelconque.

Article 23 : Seule la détention d'une carte de membre en cours de validité et signée du Président, confère à son titulaire la qualité de membre. Cette carte de membre délivrée à un intéressé, est la seule preuve matérielle de son appartenance à l'Association.

La durée de validité d'une carte de membre de l'Association est d'une année. Cette carte peut être renouvelée après expiration. Le renouvellement de la carte de membre s'établit contre un reçu délivré par la comptabilité de l'Association.

Article 24 : Seule la détention d'une carte de volontaire en cours de validité et signée du Président, confère à son titulaire la qualité de volontaire de l'Association. Cette carte de volontaire délivrée à un intéressé, est la seule preuve matérielle de son appartenance en cette qualité à l'Association.

La durée de validité d'une carte de volontaire de l'Association est d'une année. Cette carte peut être renouvelée après expiration si le besoin se fait sentir. Le renouvellement de la carte de volontaire pour toutes fins utiles au bénéfice de l'Association est gratuit.

Article 25 : Les membres et les volontaires peuvent en cas de nécessité, sur autorisation préalable du Conseil d'Administration, suite à leur propre demande écrite et acceptée, postuler sur le plan technique à des postes spécialisés et techniques de recrutement, ou offrir des prestations de services de pointe contre rémunérations, suivant des clauses découlant des contrats établis par écrit entre les parties contractantes dans le cadre de l'exécution des programmes et projets de l'Association.

TITRE III : LES MODALITES D'ADHESION, DE COTISATIONS, DE L'ELECTION, DE LA DEMISSION, ET DE LA VACANCE DE POSTES

CHAPITRE 1^{ER} : DE L'ADHESION

Article 26 : Pour adhérer à l'Association, le postulant est tenu de se conformer aux exigences définies en la matière, conformément aux Statuts.

La qualité de membre notamment actif n'est acquise qu'après la réception de la notification d'admission adressée par le Président au postulant après avis favorable de l'Assemblée Générale.

Article 27 : Les droits d'adhésion à l'Association sont fixés par décision du Conseil d'Administration après avis favorable de l'Assemblée Générale. Ces montants peuvent être modifiés par décision du Conseil d'Administration après avis favorable de l'Assemblée Générale. Toutefois, un membre adhérent peut librement faire un don volontaire en donnant au-delà du montant des droits d'adhésion fixé.

Quant aux frais d'inscription au registre des membres de l'Association, ils sont fixés à deux milles cinq cent (2.500) francs CFA. Ce montant peut être modifié par décision de l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

Article 28 : L'adhésion est matérialisée par la détention de la carte de membre, et l'inscription des noms et prénoms de l'intéressé au registre des membres de l'Association. Ce registre est tenu au Secrétariat Général de l'Association.

CHAPITRE 2 : DES COTISATIONS

Article 29 : La cotisation mensuelle est fixée à mille (1.000) francs CFA par adhérent. Elle peut être modifiée par décision du Conseil d'Administration.

Article 30 : Les cotisations extraordinaires sont décidées par le Conseil d'Administration. Celles-ci ne s'imposent pas aux membres d'honneur et sympathisants de l'Association.

CHAPITRE 3 : DE L'ELECTION

Article 31 : Les opérations électorales au sein de l'Association destinées à pourvoir à des postes électifs sont conduites par un présidium de séance au cours de toute session de l'Assemblée Générale. Ce présidium comprend un président de séance assisté d'un ou de deux rapporteurs de séance. Il est établi à cet effet un procès-verbal de la session tenue d'en faire mention pour toutes fins utiles.

Article 32 : Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale, exclusivement au scrutin secret uninominal, à la majorité simple des voix exprimées. Les autres opérations de vote peuvent se dérouler au scrutin uninominal, à la majorité simple, au bulletin secret, à main levée ou par acclamation, selon les modalités retenues par une session, sur proposition du présidium de séance de la session.

Article 33 : Sont éligibles et électeurs, les membres fondateurs et membres actifs reconnus comme tels, et qui sont à jour de leurs engagements et en règle avec la Trésorerie Générale de l'Association.

Article 34 : La procédure de renouvellement des membres du Conseil d'Administration et du Commissariat aux Comptes de l'Association, s'ouvre sur une période de quarante-cinq (45) jours avant l'expiration du mandat en cours.

CHAPITRE 4 : DE LA DEMISSION

Article 35 : Tout membre de l'Association peut librement pour convenances personnelles, présenter sa démission. Celle-ci pour être valable doit être manuscrite, datée et signée de son auteur et adressée au Président de l'Association. Si au-delà de quarante-cinq (45) jours, elle est restée sans aucune suite ou observation, la démission est considérée comme acceptée.

Article 36 : Le membre démissionnaire reste exigible des cotisations de la période précédente sa démission et autres engagements pris vis-à-vis de l'Association.

CHAPITRE 5 : DE LA VACANCE DE POSTE

Article 37 : En cas de vacance à un poste électif au sein d'un organe, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement par un membre actif retenu à la majorité des trois-quarts (3/4) au moins de ses membres.

Il est procédé au remplacement définitif par la suivante session de l'Assemblée Générale. Les prérogatives des membres ainsi élus prennent fin une fois le mandat arrivé à terme.

Article 38 : En cas de démission du Président, le Secrétaire Général assure l'intérim pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours, période au cours de laquelle il est convoqué une session extraordinaire de l'Assemblée Générale pour désigner un Président Intérimaire chargé de parachever le mandat en cours d'exercice.

TITRE IV : LES DROITS, LES DEVOIRS, LES FAUTES ET LES SANCTIONS.

CHAPITRE 1^{er} : LES DROITS

Article 39 : Les membres de l'Association à jour de leurs engagements ont droit chacun à la carte de membre. Ils sont électeurs et éligibles.

Article 40 : Les membres et les volontaires participant aux travaux de recherches ou d'études sur mandat de l'Association ont droit à une rémunération de leurs prestations, selon les modalités propres aux contrats préalablement définis entre les parties signataires contractantes.

Article 41 : Les membres et les volontaires peuvent bénéficier de l'assistance de l'Association dans toute entreprise visant un intérêt compatible à la promotion des objectifs de celle-ci. Toutefois dans pareils cas, une enquête minutieuse est menée par l'Association qui décide de l'importance et des limites de l'assistance.

Article 42 : Les membres ont droit à l'information sur la vie de l'Association, et de donner leur avis par écrit sur le fonctionnement des activités de l'Association adressé au Président de l'Association. Ils ont par ailleurs le droit à l'assistance et au soutien de l'Association.

CHAPITRE 2 : LES DEVOIRS

Article 43 : Les membres et les volontaires de l'Association ont le devoir de :

- ✓ Observer le respect scrupuleusement des Statuts, du Règlement Intérieur et des décisions des différents organes de l'Association ;
- ✓ S'acquitter régulièrement de leurs cotisations ;
- ✓ Participer à la mise en œuvre effective des programmes et projets de développement ;
- ✓ Prendre part aux différentes rencontres ;
- ✓ S'informer et former ;
- ✓ Défendre les intérêts de l'Association ;
- ✓ S'instruire, renforcer, et améliorer leurs connaissances et compétences en vue d'être plus aptes à aider l'Association à réaliser au maximum possible son objet social.

A cet effet, l'Association négocie et organise à l'intention de ses membres et volontaires des séminaires, des ateliers, des stages et des voyages d'études, ou mieux encore offre avec l'appui de ses partenaires des bourses d'études et de recyclage pour des formations professionnelles et diplômantes répondant aux besoins de ses activités.

Article 44 : Les bénéficiaires des stages, voyages d'études ou formations professionnelles doivent en faire restitution et adresser des rapports écrits au Conseil d'Administration pour toutes fins utiles.

CHAPITRE 3 : LES FAUTES

Article 45 : Les actes suivants sont considérés comme fautes :

- Le non-respect des Statuts et du Règlement Intérieur ;
- Le non-paiement des cotisations de membres pour une durée d'au moins trois (03) mois ;
- Le fait d'engager l'Association sans en avoir reçu mandat ;
- Le fait d'avoir posé un acte ou affiché un comportement jugé grave et de nature à entacher la réputation de l'Association ;
- L'utilisation des biens de l'Association à des fins personnelles ou à des fins contraires à celles poursuivies par l'Association ;
- Le détournement de fonds de l'Association ;
- L'abus d'autorité dans l'exercice de ses fonctions ;
- L'insubordination aux responsables de l'Association ;
- Le retard, l'absence injustifiée aux réunions ou leur perturbation ;
- La non-observation des clauses de contrats de recherches ou d'études financées par l'intermédiaire de l'Association ;
- L'usurpation de titres ou de prérogatives ;
- Tout acte ou comportement illicite contraire non seulement aux valeurs morales et aux bonnes mœurs, mais aussi à la loi, qualifié comme faute et dont l'appréciation est laissée aux bons soins du Conseil d'Administration.

CHAPITRE 4 : LES SANCTIONS

Article 46 : Les membres et les volontaires reconnus coupables des fautes énumérées à l'article 44 du présent Règlement Intérieur, s'exposent à l'une des sanctions suivantes :

- Avertissement, blâme ou amende décidé par le Conseil d'Administration ;
- Suspension de la qualité de membre décidée contre un contrevenant par l'Assemblée Générale ;
- Suspension de la qualité de volontaire décidée contre un contrevenant par le Conseil d'Administration ;
- Exclusion temporaire ou définitive prononcée contre un membre par l'Assemblée Générale, et contre un volontaire par le Conseil d'Administration ;
- Exclusion définitive prononcée contre un membre par l'Assemblée Générale, et contre un volontaire par le Conseil d'Administration.

Article 47 : Le retard d'au moins quinze minutes, sans en avoir donné information préalable au Conseil d'Administration ou l'absence injustifiée aux réunions sont sanctionnés par des amendes financières allant respectivement de cinq cents (500) francs CFA à mille (1.000) francs CFA. Le récidivisme entraîne une sanction de suspension temporaire de deux mois des activités de l'Association contre tout contrevenant.

Article 48 : La suspension de membre de toute catégorie pour faute infligée à tout contrevenant, fait perdre à l'intéressé la qualité qui lui est reconnue au cours de la période qui court la sanction.

Article 49 : Le cumul de trois (03) blâmes pour la même faute expose le contrevenant à une suspension définitive de toutes les activités de l'Association en attendant une décision de l'Assemblée Générale.

Article 50 : Un volontaire de l'Association reconnu coupable d'une faute jugée grave par le Conseil d'Administration est purement et simplement radié de la liste des ressources humaines.

Article 51 : Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle un membre ou un volontaire est frappé d'une sanction, doit porter mention des faits qui ont motivé la décision portant mesure disciplinaire.

Article 52 : Les membres de l'Association non à jour dans l'acquittement de leurs cotisations ou des amendes qui leur sont infligées, perdent leurs droits d'éligibilité et de vote jusqu'à régularisation totale de situation.

Article 53 : En cas de non-paiement des cotisations excédant la période de six (06) mois au moins, les membres défaillants non seulement perdent leur qualité de membre, mais aussi ne peuvent plus en jouir jusqu'à régularisation totale de situation.

Article 54 : Les droits liés à la qualité de membre et au statut de volontaire se perdent en cas de :

- Non-participation à la vie de l'Association pendant une période de six (06) mois au moins ;
- Irrégularité de situation pour une période de six (06) mois au moins avec la Trésorerie Générale de l'Association en ce qui concerne un membre ;
- Incapacité physique ou mentale ;
- Décès.

TITRE V : LES DISPOSITIONS FINALES

Article 55 : Le présent Règlement Intérieur de l'Association entre en application pour compter de la date de son adoption.

Article 56 : Le présent Règlement Intérieur de l'Association est publié et diffusé partout où besoin est.

Fait à Gati, le 1^{er} juin 2018

L'ASSEMBLEE GENERALE CONSTITUTIVE